



## Documents d'information

SG-AS (2023) 01

17 janvier 2023

---

### **Communication de la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire à la 1454<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres<sup>1</sup> (18 janvier 2023)**

---

---

<sup>1</sup> Ce document couvre les activités de l'Assemblée entre le 14 octobre 2022 et le 23 janvier 2023.

## **I. Principaux développements entre la quatrième partie de session de 2022 de l'Assemblée et la première partie de session de 2023**

### **A. Réponse de l'Assemblée à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine**

La situation en Ukraine reste au cœur de l'attention de l'Assemblée parlementaire. Le Président de l'Assemblée a condamné à maintes reprises la violation brutale de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Fédération de Russie, ainsi que les attaques continues contre les civils et les infrastructures ukrainiennes vitales, y compris les plus récentes à Dnipro. Ces condamnations fortes, ainsi que les appels à veiller à ce qu'il n'y ait pas d'impunité pour ces crimes, ont été réitérés lors d'un certain nombre de forums internationaux, notamment le premier sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée, qui s'est tenu à Zagreb le 25 octobre 2022.

Le 25 novembre, la Commission permanente de l'Assemblée a tenu un débat d'actualité sur l'« Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ». Le débat a été une nouvelle occasion d'exprimer la solidarité avec l'Ukraine et d'insister sur la nécessité de traduire en justice les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Les membres de l'Assemblée ont également discuté du rôle du Conseil de l'Europe dans ce processus, ainsi que dans la reconstruction de l'Ukraine.

Au niveau des commissions, l'un des temps forts de la période considérée a été l'audition sur les questions juridiques et violations des droits humains liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, organisée par la commission des affaires juridiques, le 12 décembre, dans le cadre du rapport en cours d'élaboration par Monsieur Damien Cottier. Cet événement a vu la participation de la Vice-ministre ukrainienne de la Justice, Mme Iryna Mudra, qui a formulé des propositions pour un mécanisme juridique permettant à son pays d'être indemnisé pour les dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie.

Enfin, le 20 octobre, la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire, Mme Chatzivasilou-Tsovilis, a accueilli une réunion des Secrétaires Générales et Secrétaires Généraux des parlements. Parmi les questions à l'ordre du jour figuraient les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine pour les parlements et la coopération interparlementaire. La session spécifique a été ouverte par le Secrétaire Général de la Verkhovna Rada d'Ukraine, M. Viacheslav Shtuchnyi, qui a présenté le travail du Parlement ukrainien en temps de guerre, ainsi que le soutien apporté par les parlements nationaux et les assemblées parlementaires à la Verkhovna Rada depuis le début de l'agression.

Au cours de la première partie de session de 2023, sous réserve qu'une décision finale soit prise à l'ouverture de la première séance plénière, l'Assemblée doit tenir un débat selon la procédure d'urgence sur les « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine », avec la participation de Mme Oleksandra Matviichuk, responsable du Centre pour les libertés civiles, lauréate du prix Nobel de la paix 2022.

### **B. Réflexion de l'Assemblée sur le 4e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe**

Le dialogue et la coopération entre l'Assemblée parlementaire, le Comité des Ministres et la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe se sont intensifiés au cours des derniers mois, et en particulier à la suite de la décision formelle du Comité des Ministres de tenir le 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement pendant la présidence islandaise, à Reykjavik, les 16 et 17 mai 2023.

Le 24 novembre, la Commission ad hoc du Bureau sur le 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe s'est réunie à Reykjavik et a tenu un échange de vues avec Mme l'Ambassadrice Ragnhildur Arnljótsdóttir, Présidente du GT-SOM4 - 4e Conseil Sommet de l'Europe des chefs d'État et de gouvernement.

Le 25 novembre, la Commission permanente de l'Assemblée – également réunie à Reykjavik – a adopté à l'unanimité une [Déclaration](#) (Annexe 1) #EnRoutePourReykjavik : vers un 4ème Sommet qui réponde aux attentes des Européennes et des Européens ». En adoptant ce texte, les membres de l'Assemblée ont souligné que face à la brutalité de la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, les chef-fe-s d'État et de gouvernement devraient réaffirmer que le multilatéralisme fondé sur des règles est le pivot de l'ordre international et s'opposer fermement aux actions unilatérales impliquant le recours à la force. Le 4e Sommet devrait jeter les bases d'un renouveau du Conseil de l'Europe tourné vers l'avenir, sachant que l'Organisation devrait bénéficier de moyens politiques et financiers plus importants pour contribuer à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la prospérité pour le bien de toutes les Européennes et de tous

les Européens. Ils ont également souligné qu'un Conseil de l'Europe renouvelé devrait avoir la capacité de faire œuvre de pionnier en matière de protection des droits humains, en établissant des normes dans les nouveaux domaines de préoccupation, tels que l'intelligence artificielle. À leur avis, l'Organisation devrait également jouer un rôle moteur dans le domaine des changements climatiques, car un environnement sain est la condition préalable à une paix et une prospérité durable, tout en poursuivant son travail de pionnier dans le domaine de l'égalité des sexes et de la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Le 9 décembre 2022, le Bureau de l'Assemblée a pris note de l'intention du Président de l'Assemblée de convoquer une réunion de la Commission permanente à Reykjavik, le 15 mai 2023, à la veille du Sommet.

Le 13 décembre 2022, la commission des questions politiques et de la démocratie a adopté à l'unanimité un rapport sur « Le Sommet de Reykjavik du Conseil de l'Europe : Unis autour de valeurs face à des défis hors du commun » (Mme Fiona O'Loughlin, Irlande, ADLE) contenant un [projet de recommandation](#). Le projet de recommandation demande aux dirigeants européens, au plus haut niveau politique, de réaffirmer leur unité autour de valeurs communes et leur attachement indéfectible au multilatéralisme fondé sur le droit international. De l'avis de la Commission, tout en exprimant un ferme soutien à l'Ukraine et en garantissant la responsabilité de la Fédération de Russie pour ses actions, le Sommet devrait également fournir une nouvelle vision stratégique et un programme tourné vers l'avenir pour le Conseil de l'Europe, en mettant les intérêts, les préoccupations et les attentes au premier plan de la mission de l'Organisation.

Un Comité mixte visant à discuter des préparatifs du 4e Sommet aura lieu le jeudi 26 janvier 2023.

## **II. Réunions du Bureau (24 novembre et 9 décembre 2022)**

Le 24 novembre 2022, à Reykjavik, **le Bureau de l'Assemblée**:

- **Communications** : a tenu un échange de vues avec la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe et a pris note des communications du Président de l'Assemblée, de la Secrétaire Générale et du Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe ;
- **Commission permanente** (Reykjavik, 25 novembre 2022) :
  - a pris note de la demande de tenir un débat sur « Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine », déposée par les présidents de tous les groupes politiques, a décidé de recommander à la Commission permanente de tenir ce débat, et a proposé de désigner M. Damien Cottier (Suisse, ADLE) comme premier orateur dans ce débat ;
  - a pris note du projet d'ordre du jour (annexe 2) de la commission permanente ;
  - a examiné un projet de Déclaration sur le 4ème Sommet en vue de son adoption par la Commission permanente.
- **Première partie de session de 2023 (Strasbourg, 23-27 janvier)** : a établi l'avant-projet d'ordre du jour ;
- **Renvois et transmissions en commissions** : a approuvé les renvois et transmissions tels que présentés en annexe, sous réserve de ratification par la Commission permanente :

### **A. RENVOIS EN COMMISSION**

- [Doc. 15601](#), Proposition de résolution, Garantir des procédures d'asile conformes aux droits humains : renvoi à la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour rapport*
- [Doc. 15605](#), Proposition de résolution, L'ingérence étrangère : une menace pour la sécurité démocratique en Europe : renvoi à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport*
- [Doc. 15629](#), Proposition de résolution, L'immigration, l'une des réponses au vieillissement démographique de l'Europe : renvoi à la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour rapport*
- [Doc. 15630](#), Proposition de résolution, Protéger les droits humains et sauver des vies en mer du Nord et dans la Manche : renvoi à la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour prise en compte dans la préparation du rapport « Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile*

*disparus – un appel à clarifier leur sort » [et dans le suivi de la Résolution 2462 (2022) « Renvois en mer et sur terre: mesures illégales de gestion des migrations »]*

- [Doc. 15632](#), Proposition de résolution, Sanctions contre les personnes de la « liste Kara-Murza » : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*
- [Doc. 15633](#), Proposition de résolution, L'Europe doit être solidaire du mouvement anti-guerre russe et biélorusse : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour prise en compte dans la préparation du rapport* sur « La détention arbitraire de Vladimir Kara-Murza et la persécution systématique des manifestants anti-guerre en Fédération de Russie »
- [Doc. 15628](#), Proposition de résolution, Prévention de l'usage abusif du droit de veto au Conseil de sécurité : une perspective des États membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : renvoi à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour consultation*

## **B. DEMANDE DE PROLONGATION DE RENVOI**

- [Doc. 15014](#), Proposition de résolution, Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme (Renvoi 4488 du 27 janvier 2020 – validité : 27 janvier 2023) : prolongation jusqu'au 27 janvier 2024

- **Observation d'élections :**

Bosnie-Herzégovine, élections générales (2 octobre 2022) : a approuvé le rapport de la mission d'observation ;

Bulgarie, élections législatives anticipées (2 octobre 2022) : a approuvé le rapport de la mission d'observation ;

- **Questions soulevées par les commissions :**

Commission des questions juridiques et des droits de l'homme : a pris note de la lettre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, a convenu de mettre fin au mandat de Rapporteur général pour la protection des lanceurs d'alerte et de réviser le mandat de Rapporteur général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ;

- **Réunions en dehors de Strasbourg et Paris** : a autorisé la Sous-commission de la culture, de la diversité et du patrimoine de la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias à se réunir à Olympia, Grèce, le 22 février 2023 ;

Le 9 décembre 2022, le **Bureau de l'Assemblée** :

- **Communications** : a pris note des communications du Président de l'Assemblée, de la Secrétaire Générale et du Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe, et a tenu un échange de vues avec la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe ;

- **Suites à donner à la Commission permanente (Reykjavik, 25 novembre 2022)** : a approuvé les propositions de suivi faites par la Secrétaire Générale de l'Assemblée, a pris note de l'intention du Président de convoquer une réunion de la Commission permanente, à Reykjavik, le 15 mai 2023 (sous réserve de la disponibilité de fonds) ;

- **Première partie de session de 2023 (Strasbourg, 23-27 janvier)** : a établi le projet d'ordre du jour ;

- **Règles d'accès, de circulation et de sécurité dans l'enceinte du Conseil de l'Europe pendant les sessions de l'Assemblée parlementaire** : a tenu un échange de vues sur la base de propositions faites par la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire et a demandé à la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire d'adresser une lettre à ce sujet aux Présidentes et Présidents des délégations, leur rappelant les Règles existantes, en particulier le fait que les parlementaires doivent assumer l'entière responsabilité de la circulation et du comportement, ainsi que du départ du bâtiment de leurs invité-e-s ;

- **Renvois et transmissions en commissions** : a approuvé les renvois et transmissions tels que présentés en annexe 1, sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais du Rapport d'activité.

## A. RENVOIS ET TRANSMISSIONS EN COMMISSIONS

– [Doc. 15636](#), Proposition de résolution, Risques et opportunités du Métavers : renvoi à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport*

– [Doc. 15638](#), Proposition de résolution, Reconnaître les partis politiques bellicistes russes comme des groupes et entités impliqués dans des actes de terrorisme passibles de sanctions institutionnelles : renvoi à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur les « Conséquences politiques de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine »* et à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur les « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine »*

– [Doc. 15639](#), Proposition de résolution, Pratiques abusives consistant à priver les enfants de leur milieu familial: transmission à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour consultation*

– [Doc. 15642](#), Proposition de résolution, La protection des défenseuses des droits humains et des personnes qui défendent les droits des femmes en Europe : renvoi à la Commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour rapport*

– [Doc. 15646](#), Proposition de résolution, Augmentation du nombre de prisonniers politiques en Azerbaïdjan: renvoi à la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur le « Respect des obligations et engagements de l'Azerbaïdjan »* et à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur les « Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan »*

– Décision du Bureau, Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine: renvoi à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur les « Conséquences politiques de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine »* et à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur les « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine »*

- **Observation d'élections** : a pris note du calendrier des élections pour 2023 ;
- **Dépenses de l'Assemblée parlementaire pour l'exercice 2023** : a pris note du mémorandum préparé par la Secrétaire Générale de l'Assemblée ;
- **Activités de coopération parlementaire** : a pris note du plan de travail pour 2023 ;
- **Prix des Droits de l'Homme Václav Havel 2023** : a pris note du calendrier de l'édition 2023 du Prix ;
- **Répartition de l'allocation aux groupes politiques pour 2023** : a approuvé les propositions contenues dans le document ;
- **Réunions en dehors de Strasbourg et Paris** :
  - a autorisé la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable et le Réseau de parlementaires de référence pour un environnement sain à se réunir à Marrakech et Ben Guérir, Maroc, les 16-18 mars 2023 ;
  - a autorisé la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme à se réunir à Limassol, Chypre, les 22-23 mai 2023.

### III. Commission permanente (25 novembre 2022)

La **Commission permanente**, réunie le 25 novembre 2022 à Reykjavik :

- a entendu le discours de bienvenue de M. Birgir Ármannsson, Président de l'Alþingi – Parlement de l'Islande ;
- a entendu l'allocution de Mme Katrín Jakobsdóttir, Première ministre et ministre de l'Égalité de l'Islande
- a tenu un échange de vues avec Mme Þórdís Kolbrún Reykfjörð Gylfadóttir, ministre des Affaires étrangères de l'Islande et Présidente du Comité des Ministres ;
- a entendu les allocutions de Mme Ragnhildur Arnljótsdóttir, Ambassadrice et Représentante Permanente de l'Islande auprès du Conseil de l'Europe, Dr María Rún Bjarnadóttir, Avocate au Commissariat national de la police et membre du GREVIO, M. Ævar Pálmi Pálmason, Chef de la division des enquêtes sur les infractions sexuelles, dans le cadre de l'événement à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes sur la « Violence numérique à l'égard des femmes » ;
- a adopté une déclaration sur #EnRoutePourReykjavik : vers un 4<sup>ème</sup> sommet qui répond aux attentes des Européennes et des Européens ;
- a tenu un débat d'actualité sur l'« Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » ;
- a adopté les textes suivants au nom de l'Assemblée :

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| <b>Résolution 2469 (2022)</b>     | <b>Évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de Jordanie</b>                                  |
| <b>Résolution 2470 (2022)</b>     | <b>Protéger les piliers de la démocratie en période de crises sanitaires</b>   |
| <b>Résolution 2471 (2022)</b>     | <b>L'impact des restrictions imposées à l'occasion de la covid-19 sur l'espace et les activités de la société civile</b> |
| <b>Recommandation 2241 (2022)</b> | <b>L'impact des restrictions imposées à l'occasion de la covid-19 sur l'espace et les activités de la société civile</b> |

### IV. Prix

- Le 18 novembre 2022, M. Roberto Rampi (Italie, SOC), Représentant de la commission pour le **Prix du Musée**, a participé à la réunion du jury du Forum européen du Musée à Portimão, Portugal.
- Le 3 décembre 2022, Mme Carmen Leyte (Espagne, PPE/DC), Présidente de la **sous-commission du Prix de l'Europe**, a participé en ligne à la réunion du Bureau de l'Association des villes lauréates du Prix de l'Europe, le 3 décembre 2022.
- Le 5 décembre 2022, la **Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias** a décidé de décerner le prix 2023 au musée des Travailleurs de Copenhague, Danemark.
- Le 16 janvier 2023, l'Assemblée parlementaire, en partenariat avec la Bibliothèque Václav Havel et la Fondation Charte 77, a lancé un appel à candidatures pour le **Prix des Droits de l'Homme Václav Havel** 2023.

### V. Activités des commissions et des réseaux, et missions d'observation des élections

- Le 14 novembre 2022, réunie à Paris, la **Commission des questions juridiques et des droits de l'homme** :
  - . a tenu une audition sur *La répression transnationale, une menace croissante pour l'État de droit et les droits de l'homme* dans le cadre de la préparation d'un rapport de Sir Christopher Chope (Royaume-Uni, CE/AD), avec la participation de M. Bruno Min, Directeur juridique (Royaume-Uni et

International), Fair Trials, Londres, Royaume-Uni et M. Vytis Jurkonis, Directeur de projet, Freedom House, Vilnius, Lituanie ;

. a tenu une audition sur la *Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 11<sup>ème</sup> rapport* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Constantinou Efstathiou, (Chypre, SOC), avec la participation de Mme Clare Ovey, Cheffe du service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (DGI), Conseil de l'Europe, Strasbourg, France et Professeure Dr. Başak Çalı, Professeure de droit international, codirectrice du Centre pour les droits fondamentaux, Hertie School of Governance, Berlin, Allemagne.

- Le 21 novembre 2022, réunie à Vilnius, la **Sous-commission des médias et de la société de l'information de la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias** :

. a tenu une audition conjointe sur *La lutte contre les SLAPP : un impératif pour une société démocratique* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Stefan Schennach (Autriche, SOC), et sur *Garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes : une obligation des États membres* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Mogens Jensen (Danemark, SOC), avec la participation de Meaghan Fitzgerald, cheffe du département des élections, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE ; Ricardo Gutierrez, Secrétaire général, Fédération européenne des journalistes ; Krisztina Rozgonyi, Scientifique principale, Institut d'études comparatives des médias et de la communication (CMC), Académie autrichienne des sciences ; et Boris Bergant, Consultant, Union européennes de radio-télévision ;

a tenu un échange de vues sur *Activités en cours, priorités et questions émergentes dans le domaine des médias et de la société de l'information* avec la participation de Patrick Penninckx, Chef de Service, Société de l'information, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit, Conseil de l'Europe.

- Le 22 novembre 2022, réunie à Vilnius, la **Sous-commission des médias et de la société de l'information de la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias** a assisté à la Conférence Conseil de l'Europe – UER sur *Médias de service public pour la démocratie*, co-organisée par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne de radio-télévision en partenariat avec la radiotélévision nationale lituanienne, au Seimas.

- Le 1<sup>er</sup> décembre 2022, réunie à Paris, **L'Alliance parlementaire contre la haine** :

. a tenu une audition intitulée *Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres sur la lutte contre le discours de haine : mesures de soutien aux victimes – le rôle des parlementaires*, avec la participation M. Menno Ettema, Chargé de programmes, Unité « Non au discours de haine et Coopération », Direction générale de la démocratie, Conseil de l'Europe ; et Mme Līva Vikmane, responsable de la politique européenne et du plaidoyer, HateAid gGmbH.

- Le 2 décembre 2022, réunie à Paris, le **Réseau de parlementaires de référence pour un environnement sain** :

a tenu un échange de vues sur *Crise climatique et Traité sur la charte de l'énergie (TCE)*, avec la participation de M. Guy Lentz, Secrétaire général de la Traité sur la charte de l'énergie, Mme Marie-Pierre Vedrenne, Députée au Parlement européen (Renew Europe, France), & Mme Catherine Banet, professeure à l'Institut scandinave du droit de la mer, Université d'Oslo (Norvège) ;

a tenu un échange de vues sur *Le droit à un environnement sain et le 4<sup>ème</sup> sommet du Conseil de l'Europe*.

- Le 2 décembre 2022, réunie à Paris, la **Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable** :

a tenu une audition publique sur *Modification intentionnelle de la lignée germinale chez l'être humain* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Stefan Schennach (Autriche, SOC), avec la participation de Mme Anne Forus, Vice-présidente du Comité international de bioéthique (UNESCO) et Conseillère principale, Département de législation sur la santé et la biotechnologie, Direction de la santé de Norvège ; et Mme Laurence Lwoff, Cheffe de la Division des Droits de l'Homme & Biomédecine, Direction des Droits de l'Homme, Conseil de l'Europe.

- Le 5 décembre 2022, réunie à Paris, **la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias:**
  - . a tenu un échange de vues sur *Le rôle des lieux de mémoire : lieux de commémoration et d'éducation à la citoyenneté démocratique* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Roberto Rampi (Italie, SOC), avec la participation Mme Luisa de Bivar Black, consultante et experte en enseignement de l'histoire, Portugal ;
  - . a tenu une audition sur *Promouvoir l'enseignement et la recherche en ligne au-delà des frontières nationales* dans le cadre de la préparation d'un rapport de Lord Alexander Dundee (Royaume-Uni, CE/AD), avec la participation de M. Christian M. Stracke, coordinateur de la collaboration virtuelle à l'Université d'excellence allemande de Bonn; M. Stephan Vincent-Lancrin, analyste senior (éducation numérique) et Chef adjoint de la Division de l'innovation et de la mesure du progrès, Direction de l'éducation, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Paris ; et M. Mark West, Chargé de projet, Équipe pour l'avenir de l'apprentissage et l'innovation, UNESCO, Paris ;
  - . a tenu une audition sur *le Prix du Musée du Conseil de l'Europe* avec la participation de M. Mathieu Viau-Courville, Luxembourg, membre du Jury du Prix du Musée ;
  - . a tenu un échange de vues sur *Patrimoine culturel et changement climatique* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Alberto Ribolla (Italie, CE/AD), avec la participation de M. Danilo Forleo, chargé de la conservation préventive au Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon, France.
- Le 6 décembre 2022, réunie à Paris, **la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias:**
  - . a tenu une audition conjointe sur *La lutte contre les SLAPP : un impératif pour une société démocratique* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Stefan Schennach (Autriche, SOC) et *Garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes : une obligation des États membres* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Mogens Jensen (Danemark, SOC), avec la participation de Mme Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe; M. Peter Noorlander, Consultant et conseiller sur les droits humains et le droit et la politique des médias ; et M. Ricardo Gutierrez, Secrétaire Général, Fédération européenne des journalistes.
- Le 7 décembre 2022, réunie à Paris, **la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées :**
  - . dans le cadre de la préparation d'un rapport sur *Intégration des migrants et des réfugiés : des avantages pour toutes les parties prenantes*, de M. Domagoj Hajduković (Croatie, SOC), a entendu une présentation enregistrée de M. Sølve Sætre, Chef de l'Unité Diversité et Inclusion, Ville de Bergen, Norvège sur la mise en œuvre de la politique d'asile au niveau local, à Bergen et a visionné une projection vidéo sur le programme « Directement au travail » d'intégration des réfugiés mis en place dans la municipalité d'Øygarden ;
  - . a tenu un échange de vues sur *L'inclusion sociale des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays par le biais du sport*, dans le cadre de la préparation d'un rapport de Mme Nigar Arpadarai (Azerbaïdjan, CE/AD), avec la participation de Mme Paule Ignatio, Conseillère diplomatique, Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques, France et Mme Nagin Ravand, Fondatrice et directrice, GLOBAL, Danemark ;
  - . a tenu un échange de vues sur *La crise humanitaire émergente pour l'Afghanistan et les réfugiés afghans*, dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Birgir Thórarinsson (Islande, PPE/DC), avec la participation de M. Reshad Jalali, chargé de plaidoyer senior au Conseil Européen pour les Réfugiés et les Exilés (ECRE);
  - . a tenu un échange de vues sur *La solidarité européenne dans le contexte de l'asile et de la protection internationale*, dans le cadre d'un rapport préparé par Lord Alexander Dundee (Royaume-Uni, CE/AD), avec la participation de M. Bernd Vöhringer (Allemagne, PPE/CCE), Président de la Chambre des pouvoirs locaux du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et maire de Sindelfingen, Allemagne ;

. a tenu un échange de vues sur *Les situations de travail précaire et irrégulier des travailleurs migrants saisonniers et des travailleurs domestiques migrants*, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Diana Stoica (Roumanie, ADLE), avec la participation de Mme Elena Stancu, journaliste indépendante, Roumanie ;

. a tenu un échange de vues sur *Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile disparus – un appel à clarifier leur sort*, dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Julian Pahlke (Allemagne, SOC) avec la participation de Mme Kirsty MacDonald, Coordination de la protection, CICR France.

➤ Le 12 décembre 2022, réunie à Paris, la **Commission des questions juridiques et des droits de l'homme** :

. a tenu une audition sur *Le logiciel espion Pegasus et autres types de logiciels similaires et la surveillance secrète opérée par l'État* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC), avec la participation de M. Krzysztof Brejza, Membre du Sejm de la République de Pologne accompagné de son avocate, Mme Dorota Brejza, Pologne ; Mme Diana Riba, Membre du Parlement européen, Vice-présidente de la commission PEGA du Parlement européen (Commission d'enquête sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents), Espagne ; et M. Thanasis Koukakis, journaliste, Grèce ;

. a tenu un échange de vues sur la *Réforme de la législation du Royaume-Uni sur les droits de l'homme : conséquences pour la protection des droits de l'homme au niveau national et européen* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Kamal Jafarov (Azerbaïdjan, CE/DA), avec la participation de Mme Joanna Cherry KC, députée (*Scottish National Party* / parti national écossais) ; M. David Simmonds, député (*Conservative Party* / conservateur) ; Ms Bel Ribeiro Addy, députée (*Labour Party* / travailliste) ; Lord Dubs, (*Labour Party* / travailliste) ; Lord Henley, (*Conservative Party* / conservateur) ; et de Baronne Ludford, (*Liberal Democratic Party* / parti libéral démocrate) ;

. a tenu une audition sur les *Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine* dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Damien Cottier (Suisse, ADLE), avec la participation de Mme Iryna Mudra, Vice-Ministre de la Justice, Ukraine ; et du Professeur Burkhard Hess, Directeur de l'Institut Max Planck Luxembourg pour le droit procédural international, européen et réglementaire.

➤ Le 13 décembre 2022, réunie à Paris, la **Commission des questions politiques et de la démocratie** :

. a tenu une audition sur *La situation des prisonniers politiques au Bélarus* dans le cadre du rapport « Appel en faveur d'un processus national de réforme politique au Belarus » préparé par M. Kimmo Kiljune, (Finlande, SOC), avec la participation de Mme Tatsiana Khomich, militante pour les droits humains, sœur de Mme Maria Kalesnikava, lauréate du Prix des droits de l'homme Václav Havel 2021 ;

. a tenu une audition sur la *Création d'un statut de « Partenaire jeunesse » au sein de l'Assemblée parlementaire* dans le cadre du rapport préparé par M. Anastasios Chatzivasileiou (Grèce, PPE/DC), avec la participation de M. Spyros Papadatos, Président du Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ) du Conseil de l'Europe, et de M. Roger Padreny, membre du Parlement de l'Andorre, Membre du réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

➤ Le 14 décembre 2022 à Paris, la **commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)** :

. a tenu un échange de vues sur *Le respect par la France des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe*, dans le cadre de la préparation d'un rapport de Mme Yelysaveta Yasko (Ukraine, PPE/DC) et Mme Fiona O'Loughlin (Irlande, ADLE), avec la participation de M. Ugo Bernalicis, Membre du parlement français, président de la Commission d'enquête sur les obstacles à l'indépendance du pouvoir judiciaire (XV<sup>e</sup> législature) ;

. a tenu un échange de vues sur les *Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et les efforts de médiation en cours*, dans le cadre de la préparation d'un rapport de suivi sur l'Arménie de M. Kimmo Kiljunen (Finlande, SOC) et Mme Boriana Åberg (Suède, PPE/DC) et sur l'Azerbaïdjan de M. Ian Liddell-Grainger (Royaume-Uni, CE/AD) et Mme Lise Christoffersen (Norvège, SOC), avec la participation de M. Toivo Klaar, représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud ; et M. Brice Roquefeuil, Envoyé Spécial pour le Caucase du Sud, Ambassadeur pour le Partenariat Oriental et Coprésident français du Groupe de Minsk de l'OSCE.

## **VI. Visites d'information dans le cadre de la préparation des rapports**

### ➤ ***Le respect par Saint-Marin des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe***

**M. Viorel-Riceard Badea** (Roumanie, PPE/DC) et **M. Andrej Hunko** (Allemagne, GUE), corapporteurs de la *commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, ont effectué une visite d'information à Saint-Marin les **24-26 octobre 2022**. Communiqué de presse disponible [ici](#).

### ➤ ***Intégration des migrants et des réfugiés: des avantages pour toutes les parties prenantes***

**M. Domagoj Hajduković** (Croatie, SOC), rapporteur de la *Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées* a effectué une visite d'information en Norvège du **10 au 11 novembre 2022**.

### ➤ ***Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 11<sup>ème</sup> rapport:***

**M. Constantinos Efstathiou** (Chypre, SOC), rapporteur de la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*, a effectué une visite d'information à Bucarest, Roumanie les **15 et 16 novembre 2022**.

### ➤ ***Pour une prise en compte de l'impact de la lutte contre la pandémie de covid-19 sur la santé mentale des mineurs et des jeunes adultes***

**M. Simon Moutquin** (Belgique, SOC) rapporteur de la *Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable*, a effectué une visite d'information en Norvège, **21-22 novembre 2022**.

### ➤ ***Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 11<sup>ème</sup> rapport:***

**M. Constantinos Efstathiou** (Chypre, SOC), rapporteur de la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*, a effectué une visite d'information à Bakou, Azerbaïdjan les **22 et 23 novembre 2022**.

### ➤ ***Le respect des obligations et engagements de la Türkiye***

**M. John Howell** (Royaume-Uni, CE/AD) et **M. Boriss Cilevičs** (Lettonie, SOC), corapporteurs de la *commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, ont effectué une visite d'information en Türkiye, qui comprenait également une rencontre avec M. Osman Kavala, les **12-13 janvier 2023**. Communiqué de presse disponible [ici](#).

## **VII. Entretiens en ligne dans le cadre de la préparation des rapports**

### ➤ ***Le respect des obligations et engagements de l'Ukraine***

**M. Alfred Heer** (Suisse, ADLE) et **M. Birgir Thórarinsson** (Islande, PPE/DC), corapporteurs de la *commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, ont tenu une réunion en ligne avec des représentants de la Faction Solidarité européenne le **9 novembre 2022**.

### ➤ ***La convention d'Istanbul : avancées et défis***

**Mme Zita Gurmai** (Hongrie, SOC), rapporteure de la *commission sur l'égalité et la non-discrimination*, et rapporteure générale sur la violence à l'égard des femmes et coordinatrice du réseau parlementaire Femmes sans violence, a participé par visioconférence à la 12<sup>e</sup> réunion de la commission de la Parties à la Convention d'Istanbul, le **6 décembre 2022**.

➤ **Le dialogue postsuivi avec le Monténégro**

**M. Damien Cottier** (Suisse, ADLE) et **M. Nicos Tornaritis** (Chypre, PPE/DC), corapporteurs de la *commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, ont tenu une réunion en ligne avec la Présidente du Parlement, Mme Danijela Đurović, le **9 décembre 2022**.

## VIII. **Séminaires et conférences organisés par l'Assemblée**

- **28 - 29 novembre 2022, Rome, Italie** : L'Assemblée a organisé en coopération avec le Parlement italien, une mission d'étude intitulée « *Ouverture du Parlement aux Citoyens* » pour les fonctionnaires du Parlement du Royaume du Maroc, dans le cadre du programme conjoint avec l'Union Européenne « *Appui au développement du rôle du parlement dans la consolidation de la démocratie au Maroc* ». Communiqué de presse disponible [ici](#).
- **5 décembre 2022, Rabat, Maroc** : L'Assemblée a organisé en coopération avec le Parlement du Maroc, un séminaire intitulé « *le rôle des parlementaires dans la lutte contre les violences faites aux femmes : Vers la signature de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique* » pour les fonctionnaires et les parlementaires du Parlement du Maroc dans le cadre du programme conjoint avec l'Union Européenne « *Appui au développement du rôle du parlement dans la consolidation de la démocratie au Maroc* ». Communiqué de presse disponible [ici](#).

## IX. **Relations avec la Commission de Venise**

**Mme Laura Castel** (Espagne, GUE), représentante suppléante de la commission de suivi au Conseil des élections démocratiques, a participé à la 74<sup>ème</sup> réunion du Conseil des élections démocratiques à Venise le **20 octobre 2022**.

**M. Givi Mikanadze** (Géorgie, SOC), représentant suppléant de la commission des questions juridiques, a participé à la 75<sup>ème</sup> réunion du Conseil des élections démocratiques à Venise le **15 décembre 2022**.

**Le Président de l'Assemblée, M. Tiny Kox**, a tenu un discours lors de la Session plénière de la Commission de Venise et a eu un échange de vues avec ses membres, le **16 décembre 2022**.

**Le 17 décembre 2022, une réunion conjointe du Bureau élargi de la Commission de Venise et du Comité présidentiel de l'Assemblée** a eu lieu. La discussion s'est concentrée sur deux sujets spécifiques : la mise en place d'institutions indépendantes et la garantie d'un processus législatif inclusif dans le contexte des procédures d'urgence. Il a spécifiquement examiné les nominations, les élections et le fonctionnement des médiateurs, des cours constitutionnelles et suprêmes ainsi que l'importance de garantir les droits de l'opposition parlementaire à participer à ces processus. Un dialogue a également eu lieu sur la manière d'assurer un suivi efficace des avis de la Commission de Venise au niveau national et sur la manière dont l'Assemblée peut utilement y contribuer.

## X. **Relations extérieures**

### - **Relations avec le Parlement européen et d'autres institutions de l'Union Européenne**

- Le 8 décembre 2022, à Bruxelles, Mme Béatrice Fresko-Rolfo (Monaco, ADLE), 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la **Commission sur l'égalité et la non-discrimination** a participé par vidéoconférence à une réunion interparlementaire sur la perspective de genre, organisé par la Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres du Parlement Européen (FEMM).
- Le 13 décembre 2022, réunie à Paris, la **Commission des questions politiques et de la démocratie** a tenu un échange de vues sur *Les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne*, avec la participation de M. Loránt Vincze (Roumanie, Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens)), Vice-Président de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen et

Rapporteur sur les relations entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe pour la Commission des affaires constitutionnelles.

## - **Relations avec d'autres partenaires internationaux**

- Les 28-30 novembre 2022, aux marges de la 77<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, la **Sous-commission des relations extérieures** (de la Commission des questions politiques et de la démocratie) a tenu des réunions avec plusieurs haut-e-s fonctionnaires de l'ONU et des représentant-e-s des États membres du Conseil de l'Europe auprès des Nations Unies à New York, Etats-Unis d'Amérique. Communiqué de presse disponible [ici](#).
- Mme Kirsty MacDonald, Coordinatrice Régionale de Protection pour l'Europe, Comité International de la Croix-Rouge (CICR) France, s'est adressée à la **Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées** le 7 décembre 2022, à Paris, lors d'un échange de vues sur *Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile disparus – un appel à clarifier leur sort*, dans le cadre de la préparation d'un rapport de M. Julian Pahlke (Allemagne, SOC).
- Mme Larisa Lara, Responsable des Communautés transnationales et communications digitales, Organisation internationale pour les migrations (OIM), s'est adressée à la **Sous-commission sur les diasporas et l'intégration (de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées)** le 7 décembre 2022, à Paris, et a présenté la boîte à outils de l'OIM sur la cartographie des diasporas.

## XI. **Liste des réunions de Commissions, du Bureau et du Comité présidentiel**

**14 novembre 2022** – *Commission des questions juridiques*

**24 novembre 2022** – *Commission ad hoc du Bureau sur le 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe*

**24 novembre 2022** – *Comité présidentiel*

**24 novembre 2022** – *Bureau de l'Assemblée*

**25 novembre 2022** – *Commission permanente*

**28-30 novembre 2022** – *Sous-Commission des relations extérieures, Commission des questions politiques et de la démocratie*

**1<sup>er</sup> décembre 2022** – *Commission sur l'égalité et la non-discrimination*

**2 décembre 2022** – *Réseau de parlementaires de référence pour un environnement sain*

**2 décembre 2022** – *Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable*

**5-6 décembre 2022** – *Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias*

**7 décembre 2022** – *Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées*

**8 décembre 2022** – *Comité présidentiel*

**9 décembre 2022** – *Bureau de l'Assemblée*

**12 décembre 2022** – *Commission des questions juridiques, Bureau de Paris*

**13 décembre 2022** – *Commission des questions politiques et de la démocratie*

**14 décembre 2022** – *Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*

**17 décembre 2022** – *Comité présidentiel avec le bureau élargi de la Commission de Venise*

**13 janvier 2022** – *Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme*



AS/Per (2022) 08  
25 novembre 2022

## Commission permanente

### Déclaration

#### **#EnRoutePourReykjavik: vers un 4<sup>ème</sup> sommet qui répond aux attentes des Européennes et des Européens**

#### **adoptée par la Commission permanente lors de sa réunion du 25 novembre 2022**

L'Assemblée parlementaire, dont la Commission permanente se réunit aujourd'hui à Reykjavik, salue la décision du Comité des Ministres de tenir un 4<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe en mai 2023.

Face à la brutalité de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, les chefs d'État et de gouvernement devraient réaffirmer que le multilatéralisme fondé sur des règles est le pivot de l'ordre international et s'opposer fermement aux actions unilatérales impliquant le recours à la force.

Ils devraient faire preuve de solidarité avec les Ukrainiens, qui sont confrontés à des souffrances insupportables et paient de leur vie le prix de cette agression. Ils devraient adresser un message politique qui montrerait clairement leur soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en appuyant notamment la mise en place d'un système global permettant de s'assurer que la Fédération de Russie sera tenue de rendre des comptes pour ses violations du droit international et les dommages qu'elle a causés.

À un moment charnière de son histoire, alors qu'une guerre fait rage sur son territoire, l'Europe doit réaffirmer haut et fort, de façon claire et au plus haut niveau politique, son attachement indéfectible et unanime à la plus fondamentale de ses ambitions : œuvrer à la paix et à la prospérité dans toute l'Europe en protégeant et en promouvant la démocratie, les droits humains et l'État de droit. Le Conseil de l'Europe doit continuer à avoir pour mission essentielle de servir de boussole pour l'Europe.

Le 4<sup>e</sup> Sommet devrait jeter les bases d'un renouveau du Conseil de l'Europe tourné vers l'avenir, sachant que l'Organisation devrait bénéficier de moyens politiques et financiers plus importants pour contribuer à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la prospérité pour le bien de toutes les Européennes et de tous les Européens contre la pression et l'ingérence des régimes autoritaires et totalitaires.

Un Conseil de l'Europe renouvelé devrait avoir la capacité de faire œuvre de pionnier en matière de protection des droits humains, en établissant des normes dans les nouveaux domaines de préoccupation (tels que l'intelligence artificielle). Il devrait jouer un rôle moteur dans le domaine du changement climatique, car un environnement sain est la condition préalable à une paix et à une prospérité durables tout en continuant son rôle de pionnier dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Il devrait être en mesure de s'attaquer au recul de la démocratie et à la montée des inégalités, de renforcer la confiance des citoyennes et des citoyens dans les institutions démocratiques et de contribuer à la sécurité démocratique du continent. En veillant à ce que l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme dans tous les États membres soit une priorité, les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe devraient sauvegarder et renforcer le système de la Convention, qui a un impact direct et tangible sur la vie de toutes les Européennes et de tous les Européens.

Le Conseil de l'Europe qui émergera du 4<sup>e</sup> Sommet devrait mieux répondre aux attentes des citoyennes et des citoyens en termes d'ouverture, de transparence et d'engagement actif. Il devrait également être une pierre angulaire de l'architecture multilatérale européenne, bénéficiant d'un poids politique et d'un impact plus importants sur ses États membres, d'une capacité accrue à projeter ses valeurs et ses normes au-delà de ses membres, et d'un partenariat stratégique plus poussé avec l'Union européenne, compte tenu également de sa perspective d'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme.

#EnRoutePourReykjavik, saluant le climat de coopération et de dialogue avec le Comité des Ministres, la Secrétaire Générale et d'autres organes du Conseil de l'Europe, l'Assemblée est prête à assumer ses responsabilités en tant qu'organe statutaire de l'Organisation, en apportant une contribution significative au Sommet et en participant à son succès, notamment dans le cadre de son rapport intitulé « Un quatrième Sommet pour un Conseil de l'Europe renouvelé, amélioré et renforcé », qu'elle examinera en janvier 2023.

## Commission permanente

### Projet d'ordre du jour révisé<sup>2</sup>

de la réunion qui aura lieu

**à Reykjavik le vendredi 25 novembre 2022 de 09h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00**

*(Lieu : Centre de conférences Harpa, salle de réunion Silfurberg, Austurbakki 2, Reykjavik, Islande)*

1. **Ouverture de la réunion par le Président de l'Assemblée parlementaire**
2. **Discours de bienvenue de M. Birgir Ármannsson, Président de l'Alþingi – Parlement de l'Islande**
3. **De 11h30 à 12h30**  
Événement à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes  
*Violence numérique à l'égard des femmes*  
**Allocutions de :**
  - « ... »
  - **Dr María Rún Bjarnadóttir, Avocate au Commissariat national de la police et membre du GREVIO**
  - **M. Ævar Pálmi Pálmason, Chef de la division des enquêtes sur les infractions sexuelles**
4. **À 14h00**  
**Allocution de Mme Þórdís Kolbrún Reykfjörð Gylfadóttir, ministre des Affaires étrangères et Présidente du Comité des Ministres, suivie d'un échange de vues**

CM/Inf (2022) 22  
CM/Inf (2022) 23

**Ce document tient lieu de convocation  
pour les membres de la Commission permanente**

*Copie pour information aux secrétaires des délégations et des groupes politiques*

**Les membres qui souhaitent présenter des amendements  
sont invités à les déposer par écrit auprès du Service de la Séance comme suit :**  
**Délai de dépôt des amendements : mercredi 23 novembre 2022 à 10h00 au plus tard**

<sup>2</sup> Mis à jour pour refléter les modifications proposées par le Comité présidentiel au Bureau de l'Assemblée.

5. **Vérification de nouveaux pouvoirs** Doc. 15657
6. **Modifications dans la composition des commissions** Commissions (2022) 08  
Commissions (2022) 08 Add.
7. **Demande de débat d'actualité (selon l'article 53 du Règlement)**  
Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine
8. **Ordre du jour** AS/Per (2022) OJ 03 rev  
Adoption du projet d'ordre du jour révisé
9. **Première partie de session de l'Assemblée parlementaire (23-27 janvier 2023)** AS/Bur (2022) 51  
Examen du projet d'ordre du jour
10. **Saisine des commissions** AS/Per (2022) 07  
Examen des propositions soumises par le Bureau de l'Assemblée
11. **Projet de déclaration sur #EnRoutePourReykjavik: vers un 4<sup>ème</sup> Sommet qui répond aux attentes des Européennes et des Européens** AS/Per (2022) 08  
*Présenté par le Président de l'Assemblée*  
Adoption d'une déclaration
12. **Débat d'actualité (selon l'article 53 du Règlement)**  
Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine
13. **Observation d'élections**
- a. Observation des élections générales en Bosnie-Herzégovine (2 octobre 2022)  
*Président de la Commission ad hoc du Bureau:* [Doc. 15655](#)  
*M. Stefan Schennach (Autriche, SOC)*
- Débat
- b. Observation des élections législatives anticipées en Bulgarie (2 octobre 2022) [Doc. 15656](#)  
*Président de la Commission ad hoc du Bureau:*  
*M. Alfred Heer (Suisse, ADLE)*
- Débat
14. **Questions politiques et émocratie**
- a. Renforcer le rôle du Conseil de l'Europe en tant que pierre angulaire de l'architecture politique européenne  
*Rapporteuse de la Commission des questions politiques et de la démocratie :* [Doc. 15651](#)  
*Mme Laima Liucija Andrikiénė (Lituanie, PPE/DC)*

Débat

Vote sur un projet de résolution

- b. Évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de Jordanie

*Rapporteur de la Commission des questions politiques et de la démocratie :  
M. George Loucaides (Chypre, GUE)*

[Doc. 15649](#)

Débat

Vote sur un projet de résolution

- c. Protéger les piliers de la démocratie en période de crises sanitaires

*Rapporteuse de la Commission des questions politiques et de la démocratie :  
Mme Marietta Karamanli (France, SOC)*

[Doc. 15650](#)

Débat

Vote sur un projet de résolution

## 15. Questions juridiques et droits de l'homme

- a. L'impact des restrictions imposées à l'occasion de la covid-19 sur l'espace et les activités de la société civile

*Rapporteuse de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme :  
Mme Margreet De Boer (Pays-Bas, SOC)*

[Doc. 15654](#)

Débat

Vote sur un projet de résolution et un projet de recommandation

- b. L'impact de la pandémie de covid-19 sur la population carcérale en Europe

*Rapporteur de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme :  
M. Givi Mikanadze (Géorgie, SOC)*

[Doc. 15652](#)

Débat

Vote sur un projet de résolution et un projet de recommandation

## 16. Questions sociales, santé et développement durable

Sécurisation des chaînes d'approvisionnement en produits médicaux

*Rapporteuse de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable :  
Mme Jennifer De Temmerman (France, ADLE)*

[Doc. 15653](#)

Débat

Vote sur un projet de résolution et un projet de recommandation

## 17. Questions diverses

## 18. Prochaine réunion

La Haye (Pays-Bas), 3 mars 2023